**Enquête globale sur la mise en œuvre de la facilitation du commerce et du commerce sans papier 2017**

**Avant-propos:**

Les cinq Commissions régionales de l’ONU, soit la Commission économique pour l’Afrique (CEA), la Commission économique pour l’Europe (CEE), la Commission économique pour l’Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), la Commission économique et sociale pour l’Asie et le Pacifique (CESAP) et la Commission économique et sociale pour l’Asie occidentale (CESAO), réalisent la deuxième enquête globale sur la mise en œuvre de la facilitation du commerce et du commerce sans papier,visant à collecter des données et informations pertinentes auprès de leurs Etats membres respectifs. L'initiative tendra essentiellement à fournir un appui à la mise en œuvre de l'Accord sur la facilitation du commerce de l'OMC, ainsi que les initiatives régionales et mondiales émergentes sur le commerce sans papier et le commerce électronique, comme le nouvel accord-cadre sur la facilitation du commerce transfrontalier sans papier en Asie et dans le Pacifique. Le partenariat avec toutes les agences de l’ONU et autres organisations régionales et sous-régionales pertinentes a été déterminant pour le succès de la première enquête globale et sera renforcé pour la deuxième enquête globale en 2017. Les organisations intéressées, les associations industrielles, les milieux universitaires, les instituts de recherche et d'autres intervenants sont bienvenus à se joindre à l'initiative.

L'enquête de 2017 est disponible sur le lien suivant: <https://www.unece.org/tradewelcome/outreach-and-support-for-trade-facilitation/joint-unrcs-approach-to-trade-facilitation.html>

Les rapports de l'enquête menés en 2015 sont disponibles à l'adresse suivante: <https://unnext.unescap.org/content/global-survey-trade-facilitation-and-paperless-trade-implementation-2015>.

**Résultat:**

Le sondage aboutira à la production d'un rapport global et de cinq rapports régionaux, ainsi qu'une base de données qui vise à fournir aux décideurs des informations utiles pour exploiter le commerce comme moyen essentiel pour appliquer le Programme de développement durable à l’horizon 2030. Il est prévu que, dans la mesure du possible, les rapports seront présentés lors de certaines réunions importantes telles que le [sixième Examen global de l'Aide pour le commerce](https://www.wto.org/french/tratop_f/devel_f/a4t_f/a4tmonit_6gr_f.htm) qui se tiendra du 11 au 13 juillet 2017 au siège de l’OMC, à Genève.

**Points Focaux:**

Commission économique pour l’Afrique (CEA): Heini Suominen (hsuominen@uneca.org),

Commission économique pour l’Europe (CEE): Maria Ceccarelli (Maria.Ceccarelli@unece.org) et Maria-Teresa Pisani (Maria-Teresa.Pisani@unece.org),

Commission économique pour l’Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC): Sebastian Herreros (sebastian.herreros@cepal.org) et Tania Garcia-Millan (Tania.GARCIA-MILLAN@cepal.org ),

Commission économique et sociale pour l’Asie et le Pacifique (CESAP): Tengfei Wang (wangt@un.org),

Commission économique et sociale pour l’Asie occidentale (CESAO): Adel Al-Ghaberi (al-ahaberi@un.org).

Toute question ou demande d'information supplémentaire peut être envoyée aux points focaux ci-dessus dans votre région ou à M. Tengfei Wang qui coordonne l'enquête.

**Guide rapide sur la façon de remplir le questionnaire:**

• Veuillez compléter le questionnaire **autant que vous le pouvez**. Un questionnaire partiellement rempli selon votre expertise est tout à fait acceptable.

• Veuillez envoyer le questionnaire terminé au point focal de votre région (par exemple pour l’Asie, M. Wang) avant le 31 Mars 2017.

**INFORMATIONS SUR LE RÉPONDANT**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Nom : |  | Ville : |  | Organisation : |  |
| Courriel : |  | Pays : |  | Téléphone (facultatif) |  |

 **1. Votre organisation est** (*veuillez indiquer la réponse correcte en cochant* **X** *dans la parenthèse appropriée*):

[ ] Un ministère ou une agence de l’État [ ] Un établissement privé [ ] Autres, précisez : \_\_\_

**2. Votre organisation est-elle l’agence cheffe de file pour la facilitation du commerce (a-t-elle été chargée par le gouvernement de mettre en œuvre la réforme sur la facilitation du commerce)?**

[ ] Oui [ ] Non [ ] Je ne sais pas

**3. Combien d’années d’expérience avez-vous en matière de facilitation du commerce ?**

[ ] Moins de deux ans [ ] 2 à 5 ans [ ] 6 à 9 ans [ ] 10 ans ou plus

**4. Quel est ou quels sont votre/vos domaine(s) de compétence en facilitation du commerce ?** *(cochez toutes les réponses pertinentes)*

[ ] Douanes [ ] Commerce sans papier/technologies de l’information [ ] Transit [ ] Logistique commerciale [ ] Autres, précisez: \_\_\_

**SECTION A - MESURES DE FACILITATION COMMERCIALE**

*Veuillez indiquer la réponse correcte en mettant un X dans la colonne appropriée pour chaque mesure, en fonction de son niveau de mise en œuvre dans votre pays.
Veuillez noter les définitions suivantes pour compléter la section A:*

**Totalement mise en œuvre (TMO):** la mesure de facilitation du commerce mise en œuvre est pleinement conforme aux normes, recommandations et conventions internationales couramment acceptées, telles que la Convention de Kyoto révisée, les recommandations du CEFACT-ONU ou l'Accord de facilitation des échanges (TFA) de l'OMC; Il est appliqué dans la loi et dans la pratique; Il est accessible à pratiquement toutes les parties prenantes concernées du pays, soutenu par un cadre juridique et institutionnel adéquat, ainsi que des infrastructures et des ressources financières et humaines suffisantes. (Une mesure TFA incluse dans les notifications d'engagements de catégorie A peut généralement être considérée comme une mesure qui est pleinement mise en œuvre par le pays, avec une réserve que la mesure sera mise en œuvre par un pays moins avancé membre dans l'année suivant l'entrée en vigueur de l'Accord TFA).

**Partiellement mise en œuvre (PMO):** une mesure est considérée comme partiellement mise en œuvre si au moins une des conditions suivantes est remplie: 1) la mesure de facilitation du commerce est partielle - mais non pleinement - conforme aux normes, recommandations et conventions internationales couramment acceptées ; 2) le pays est encore en train de mettre en œuvre la mesure; 3) la mesure est pratiquée mais sur une base non durable, à court terme ou ponctuelle; 4) la mesure est mise en œuvre dans certains emplacements ciblés (comme les postes frontaliers clés); Ou (5) certaines parties prenantes - mais pas toutes - sont pleinement impliquées.

**En Phase pilote (PP):** une mesure est considérée comme étant à l'étape pilote de mise en œuvre si, en plus de satisfaire aux caractéristiques générales d'une mise en œuvre partielle, elle n'est disponible qu'à une très petite partie des parties prenantes visées Groupe (emplacement) et / ou est mis en œuvre à titre expérimental. Lorsqu'une nouvelle mesure de facilitation du commerce est en cours de mise en œuvre, l'ancienne mesure est souvent utilisée en parallèle pour garantir que le service est fourni en cas de perturbation de la nouvelle mesure. Cette phase de mise en œuvre comprend également des répétitions pertinentes et la préparation à la mise en œuvre intégrale.

**Non mise en œuvre (NMO):** une mesure n'a pas été mise en œuvre à ce stade. Cependant, cette étape peut encore inclure des initiatives ou des efforts pour la mise en œuvre de la mesure. Par exemple, à ce stade, la (pré) faisabilité ou la planification de la mise en œuvre peut être réalisée; Et la consultation des parties prenantes sur la mise en œuvre peut être organisée.

**SECTION A – MESURES DE FACILITATION DU COMMERCE**

(*Veuillez cocher d’un* **X** *la bonne réponse dans la colonne correspondante pour chaque mesure, suivant son niveau de mise en œuvre dans votre pays)*

| **TMO**: Totalement mise en œuvre; **PMO**: Partiellement mise en œuvre ; **PP**: En Phase pilote; **NMO**: Non mise en œuvre; **NS**: Je ne sais pas |
| --- |
|  | **Précisez les progrès ou améliorations réalisé(e)s au cours des 12 mois derniers** | **Autres informations** (par exemple site internet, date de mise en œuvre, etc.) |
| **Mesures générales de facilitation du commerce** |
| **1. Mise en place d’un comité national de facilitation du commerce ou organe similaire** | **TMO****[ ]** | **PMO****[ ]** | **PP****[ ]** | **NMO****[ ]** | **NS****[ ]** |  |  |
| 1.1 Le comité inclut-il un organe exécutif, des organismes frontaliers et des acteurs du secteur privé ?[ ] Oui [ ] Non [ ] Je ne sais pas1.2 Le comité a-t-il des termes de référence ou un règlement pour la conduite de ses activités ? [ ] Oui [ ] Non [ ] Je ne sais pas1.3 Le personnel est-il adéquate (suffisant et qualifié) pour appuyer le travail du comité ? [ ] Oui [ ] Non [ ] Je ne sais pas |
|  | *On désigne généralement comme organe national de facilitation du commerce une institution établie pour réunir diverses parties s’intéressant à la facilitation du commerce (y compris des représentants des secteurs public et privé) et qui propose un mécanisme pour identifier les problèmes et mettre en œuvre les procédures de facilitation du commerce. Les comités PRO, comités FAL et comités nationaux de facilitation du commerce et du transport sont des exemples de ces organes. (voir* [*UN/CEFACT Recommendation 4*](http://www.unece.org/fileadmin/DAM/cefact/recommendations/rec04/ECE_TRADE_425_CFRec4.pdf)*).* |
| **2. Publication sur Internet des réglementations d’import/export en vigueur** | **TMO****[ ]** | **PMO****[ ]** | **PP****[ ]** | **NMO****[ ]** | **NS****[ ]** |  |  |
| 2.1 Y a-t-il une législation ou une politique officielle sur la publication des réglementations d’import/export en vigueur sur Internet ? [ ] Oui [ ] Non [ ] Je ne sais pas2.2 Les négociants et autres parties prenantes peuvent-ils aisément trouver les informations dont ils ont besoin ?  [ ] Oui [ ] Non [ ] Je ne sais pas |
| **3. Consultation des parties prenantes sur les nouveaux projets de réglementations (avant leur finalisation)** | **TMO****[ ]** | **PMO****[ ]** | **PP****[ ]** | **NMO****[ ]** | **NS****[ ]** |  |  |
| 3.1 Y a-t-il des structures établies pour des consultations régulières ? [ ] Oui [ ] Non [ ] Je ne sais pas3.2 Y a-t-il des consultations spécifiques avant l’introduction ou l’amendement des lois et réglementations relatives au commerce ? [ ] Oui [ ] Non [ ] Je ne sais pas3.3 Combien de groupes de parties prenantes (par exemples les PME, les grands négociants, les transporteurs, les courtiers en douanes, les citoyens) participent-ils aux consultations?\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [ ] Je ne sais pas |
| **4.** **Publication anticipée/notification préalable des nouvelles réglementations avant leur entrée en vigueur (par exemple 30 jours à l’avance)** | **TMO****[ ]** | **PMO****[ ]** | **PP****[ ]** | **NMO****[ ]** | **NS****[ ]** |  |  |
| 4.1 Y a-t-il une législation imposant aux administrations de mettre toute proposition de nouvelle réglementation ou d’amendement à la disposition du public avant leur entrée en vigueur ? [ ] Oui [ ] Non [ ] Je ne sais pas |
| **5.** **Décision anticipée (sur une classification tarifaire)** | **TMO****[ ]** | **PMO****[ ]** | **PP****[ ]** | **NMO****[ ]** | **NS****[ ]** |  |  |
| 5.1. Les procédures de soumission d’une demande de décision anticipée sont-elles publiées ? [ ] Oui [ ] Non [ ] Je ne sais pas5.2. Pour quelle durée une décision anticipée est-elle valide ? \_\_\_\_\_ mois [ ] Je ne sais pas5.3. Est-il possible de demander une révision d’une décision anticipée ou son annulation/modification? [ ] Oui [ ] Non [ ] Je ne sais pas5.4 Les informations sur les décisions anticipées intéressant d’autres parties sont-elles rendues publiques ? [ ] Oui [ ] Non [ ] Je ne sais pas |
|  | *En matière douanière, une décision anticipée signifie une décision officielle contraignante avant une importation ou une exportation, signifiée par une autorité compétente par écrit, donnant au demandeur la classification tarifaire, l’évaluation en douane, les préférences éventuelles ou une évaluation de l’origine pour un produit donné sur une période donnée.* |
| **6.** **Gestion des risques (comme base pour décider si une cargaison doit être inspectée physiquement ou non)** | **TMO****[ ]** | **PMO****[ ]** | **PP****[ ]** | **NMO****[ ]** | **NS****[ ]** |  |  |
| 6.1 Y a-t-il des politiques/procédures en place pour que les informations sur les risques (par exemple les profils et instructions de contrôle) soient distribuées à tous les bureaux douaniers concernés et utilisés pour établir les déclarations en douane ? [ ] Oui [ ] Non [ ] Je ne sais pas6.2 Les diverses agences aux frontières de votre pays utilisent-elles la même approche pour la gestion des risques ? [ ] Oui [ ] Non [ ] Je ne sais pas6.3 En organisant les inspections physiques, votre pays accorde-t-il une priorité adéquate aux denrées périssables ? [ ] Oui [ ] Non [ ] Je ne sais pas6.4 Y a-t-il aux postes frontières terrestres des chambres froides pour entreposer les denrées périssables ? [ ] Oui [ ] Non [ ] Je ne sais pas |
|  | « *Risque » signifie la possibilité de non respect des législations douanières et autres lois pertinentes, des réglementations et procédures requises pour l’importation, l’exportation ou le transit de marchandises. La gestion des risques est l’application systématique des procédures et pratiques de gestion permettant aux douanes et autres agences aux frontières d’obtenir les informations requises pour surveiller les mouvements ou cargaisons présentant un risque.*  |
| **7. Traitement avant l’arrivée** | **TMO****[ ]** | **PMO****[ ]** | **PP****[ ]** | **NMO****[ ]** | **NS****[ ]** |  |  |
| 7.1 Y’a-t’il des procédures mises en place permettant à un déclarant afin de lui permettre de demander aux douanes et/ou autres autorités pertinentes de traiter les déclarations et autres pièces à l’appui avant l’arrivée des marchandises ? [ ] Oui [ ] Non [ ] Je ne sais pas7.2 Le traitement avant l’arrivée s’applique-t-il à tous les commerçants ? [ ] Oui [ ] Non [ ] Je ne sais pas7.3 Le traitement avant l’arrivée s’applique-t-il à toutes les marchandises ? [ ] Oui [ ] Non [ ] Je ne sais pas7.4 Les procédures relatives au traitement avant l'arrivée sont-elles publiées? [ ] Oui [ ] Non [ ] Je ne sais pas |
|  | *Le traitement avant l’arrivée peut se décrire comme une procédure permettant aux négociants de soumettre leurs informations à la douane pour qu’elles soient traitées à l’avance afin que les marchandises soient dédouanées dès leur arrivée dans le pays. Le dédouanement peut même avoir lieu avant l’arrivée effective des marchandises à condition que toutes les informations requises aient été communiquées et vérifiées par la douane à l’avance*. |
| **8. Vérification après dédouanement** | **TMO****[ ]** | **PMO****[ ]** | **PP****[ ]** | **NMO****[ ]** | **NS****[ ]** |  |  |
| 8.1 Y a-t-il des politiques et procédures standardisées pour guider les vérifications sur le terrain (à savoir les notifications préalables de vérification, la divulgation du rapport de vérification, la notification du résultat des vérifications)?[ ] Oui [ ] Non [ ] Je ne sais pas |
|  | *Par vérification après dédouanement, on entend les vérifications effectuées par la douane après que les marchandises ont été dédouanées. Il s’agit ainsi de vérifier l’exactitude et l’authenticité des déclarations, ce qui porte sur le contrôle des informations commerciales des négociants, de leurs systèmes commerciaux, registres, livres, etc. Ces vérifications peuvent avoir lieu dans les locaux du commerçant et il peut s’agir de vérifier une transaction particulière (vérification d’une transaction) ou de vérifier toutes les importations et/ou exportations d’un commerçant sur une période donnée (vérification d’une entreprise).* |
| **9. Mécanisme de recours indépendant (permettant aux commerçants de faire appel aux décisions de la douane et autres agences de contrôle du commerce)** | **TMO****[ ]** | **PMO****[ ]** | **PP****[ ]** | **NMO****[ ]** | **NS****[ ]** |  |  |
| 9.1 Les procédures pour former des recours contre des décisions administratives, ont-elles été rendues publiques ? [ ] Oui [ ] Non [ ] Je ne sais pas |
| **10. Séparation du dédouanement de la détermination finale des droits de douane, taxes et autres droits** | **TMO****[ ]** | **PMO****[ ]** | **PP****[ ]** | **NMO****[ ]** | **NS****[ ]** |  |  |
| 10.1 L’autorité douanière est-elle habilitée à dédouaner, dans certaines circonstances (par exemple si une garantie est offerte) des marchandises importées avant qu’aient été déterminés et payés les droits de douane, taxes et autres droits? [ ] Oui [ ] Non [ ] Je ne sais pas10.2 Cela s’applique-t-il à toutes les marchandises ? [ ] Oui [ ] Non [ ] Je ne sais pas10.3 Cela s’applique-t-il à tous les commerçants ? [ ] Oui [ ] Non [ ] Je ne sais pas10.4 Votre pays accorde-t-il suffisamment de priorité aux denrées périssables ? [ ] Oui [ ] Non [ ] Je ne sais pas |
| **11. Détermination et publication des durées moyennes de dédouanement** | **TMO****[ ]** | **PMO****[ ]** | **PP****[ ]** | **NMO****[ ]** | **NS****[ ]** |  |  |
| 11.1 La douane (ou toute autre autorité responsable) a-t-elle mise en place une politique officielle pour effectuer et publier régulièrement une étude sur la durée moyenne de dédouanement ? [ ] Oui [ ] Non [ ] Je ne sais pas |
| **12. Mesure de facilitation du commerce pour les opérateurs autorisés** | **TMO****[ ]** | **PMO****[ ]** | **PP****[ ]** | **NMO****[ ]** | **NS****[ ]** |  |  |
| 12.1 Votre pays a-t-il un programme pour les opérateurs autorisés? [ ] Oui [ ] Non [ ] Je ne sais pas12.2 Les procédures de demande et d’examen du statut d’opérateur autorisé sont-elles publiées ? [ ] Oui [ ] Non [ ] Je ne sais pas |
|  | *Par opérateur autorisé on entend une partie impliquée dans la circulation internationale des marchandises (comme les fabricants, les négociants/commerçants, les transporteurs, les exploitants de terminaux, etc.) reconnue par la douane et autres autorités pertinentes pour son strict respect des législations et réglementations commerciales et bénéficiant par conséquent de formalités simplifiées pour l’importation, l’exportation et le transit.* |
| **13. Envois accélérés** | **TMO****[ ]** | **PMO****[ ]** | **PP****[ ]** | **NMO****[ ]** | **NS****[ ]** |  |  |
| 13.1 Existe-t-il une politique ou un cadre juridique permettant à la douane d’assurer le dédouanement accéléré de marchandises à la demande d’un opérateur? [ ] Oui [ ] Non [ ] Je ne sais pas13.2 Les procédures concernant le dédouanement accéléré de certains envois ont-elles été publiées? [ ] Oui [ ] Non [ ] Je ne sais pas |
|  | *On désigne comme envoi accéléré les procédures de facilitation du commerce permettant le dédouanement accéléré au moins des marchandises expédiées par fret aérien aux personnes (par exemple les entreprises de livraison express) qui font la demande de telles procédures, tout en maintenant le contrôle douanier. En général le demandeur paye les coûts supplémentaires exigés par ce dédouanement accéléré.* |
| **14. Acceptation des versions papier ou électronique des pièces exigées à l’appui des formalités pour l’importation, l’exportation ou le transit.** | **TMO****[ ]** | **PMO****[ ]** | **PP****[ ]** | **NMO****[ ]** | **NS****[ ]** |  |  |
| FACILITATION DU COMMERCE SANS PAPIER |
| **15. Systèmes douaniers électroniques/automatisés (SYDONIA, par exemple)** | **TMO****[ ]** | **PMO****[ ]** | **PP****[ ]** | **NMO****[ ]** | **NS****[ ]** |  |  |
| **16. Connexion Internet disponible aux postes douaniers et autres agences de contrôle du commerce aux frontières** | **TMO****[ ]** | **PMO****[ ]** | **PP****[ ]** | **NMO****[ ]** | **NS****[ ]** |  |  |
| **17. Système de guichet unique électronique** | **TMO****[ ]** | **PMO****[ ]** | **PP****[ ]** | **NMO****[ ]** | **NS****[ ]** |  |  |
| 17.1 Tous les acteurs de la facilitation du commerce (agences gouvernementales, commerçants et Autres parties prenantes) sont-ils reliés par un système de guichet unique électronique ? [ ] Oui [ ] Non [ ] Je ne sais pas17.2 Y a-t-il un cadre juridique exigeant que toutes les agences gouvernementales s’occupant de commerce utilisent un système de guichet unique électronique? [ ] Oui [ ] Non [ ] Je ne sais pas17.3 Le système de guichet unique électronique est-il pleinement fonctionnel ?  [ ] Oui [ ] Non [ ] Je ne sais pas17.4 Un système de guichet unique électronique existe-t-il dans les villes et les provinces ? [ ] Oui [ ] Non [ ] Je ne sais pas |
|  | *Un système national de guichet unique est un mécanisme qui permet aux parties s’occupant de commerce et de transport de déposer un seul formulaire standard avec les informations à l’appui à un seul guichet en réponse à toutes les exigences des réglementations concernant les importations, les exportations et le transit. Si la documentation est électronique il suffit d’en déposer tous les éléments une seule fois. Un guichet unique électronique désigne un guichet unique où toutes les données et autres documentations sont saisies sous forme électronique. Veuillez vous référer à la définition du guichet unique* |

| **TMO**: Totalement mise en oeuvre; **PMO**: Partiellement mise en oeuvre ; **PP**: En Phase pilote; **NMO**: Non mise en oeuvre; **NS**: Je ne sais pas |
| --- |
|  | **Précisez les progrès ou améliorations réalisé(e)s au cours des 12 mois derniers** | **Autres informations** (par exemple site internet, date de mise en œuvre, etc.) |
| **18. Soumission des déclarations en douane par voie électronique** | **TMO****[ ]** | **PMO****[ ]** | **PP****[ ]** | **NMO****[ ]** | **NS****[ ]** |  | ***Soumis à un guichet unique électronique?***[ ] Oui[ ] Non[ ] Je ne sais pas |
| 18.1 La procédure de soumission des déclarations en douane par voie électronique a-t-elle été publiée ? [ ] Oui [ ] Non [ ] Je ne sais pas18.2 Des documents papier sont-ils encore exigés pour soumettre la déclaration ? [ ] Oui [ ] Non [ ] Je ne sais pas |
| **19. Demande et délivrance de licence commerciale par voie électronique** | **TMO****[ ]** | **PMO****[ ]** | **PP****[ ]** | **NMO****[ ]** | **NS****[ ]** |  | ***Soumis à un guichet unique électronique?***[ ] Oui[ ] Non[ ] Je ne sais pas |
| 19.1 La procédure en question a-t-elle été publiée ? [ ] Oui [ ] Non [ ] Je ne sais pas19.2 Des documents papier sont-ils encore exigés pour soumettre la demande? [ ] Oui [ ] Non [ ] Je ne sais pas |
| **20. Soumission des manifestes de transport maritime par voie électronique** | **TMO****[ ]** | **PMO****[ ]** | **PP****[ ]** | **NMO****[ ]** | **NS****[ ]** |  | ***Soumis à un guichet unique électronique?***[ ] Oui[ ] Non[ ] Je ne sais pas |
| 20.1 La procédure en question a-t-elle été publiée ? [ ] Oui [ ] Non [ ] Je ne sais pas20.2 Des documents papier sont-ils encore exigés pour soumettre le manifeste ? [ ] Oui [ ] Non [ ] Je ne sais pas |
| **21. Soumission des manifestes de transport aérien par voie électronique** | **TMO****[ ]** | **PMO****[ ]** | **PP****[ ]** | **NMO****[ ]** | **NS****[ ]** |  | ***Soumis à un guichet unique électronique?***[ ] Oui[ ] Non[ ] Je ne sais pas |
| 21.1 La procédure en question a-t-elle été publiée ? [ ] Oui [ ] Non [ ] Je ne sais pas21.2 Des documents papier sont-ils encore exigés pour soumettre le manifeste ? [ ] Oui [ ] Non [ ] Je ne sais pas |
| **22. Soumission des demandes et délivrance de certificats d’origine préférentielle par voie électronique** | **TMO****[ ]** | **PMO****[ ]** | **PP****[ ]** | **NMO****[ ]** | **NS****[ ]** |  | ***Soumis à un guichet unique électronique?***[ ] Oui[ ] Non[ ] Je ne sais pas |
| 22.1 La procédure en question a-t-elle été publiée ? [ ] Oui [ ] Non [ ] Je ne sais pas22.2 Des documents papier sont-ils encore exigés pour soumettre la demande ? [ ] Oui [ ] Non [ ] Je ne sais pas |
| **23. Paiement des droits de douane et autres taxes par voie électronique** | **TMO****[ ]** | **PMO****[ ]** | **PP****[ ]** | **NMO****[ ]** | **NS****[ ]** |  | ***Soumis à un guichet unique électronique?***[ ] Oui[ ] Non[ ] Je ne sais pas |
| 23.1 La procédure en question a-t-elle été publiée ? [ ] Oui [ ] Non [ ] Je ne sais pas23.2 Des documents papier sont-ils encore exigés pour effectuer le paiement? [ ] Oui [ ] Non [ ] Je ne sais pas |
| **24. Demande de remboursement des droits de douane par voie électronique**  | **TMO****[ ]** | **PMO****[ ]** | **PP****[ ]** | **NMO****[ ]** | **NS****[ ]** |  | ***Soumis à un guichet unique électronique?***[ ] Oui[ ] Non[ ] Je ne sais pas |
| 24.1 La procédure en question a-t-elle été publiée ? [ ] Oui [ ] Non [ ] Je ne sais pas24.2 Des documents papier sont-ils encore exigés pour soumettre la demande ? [ ] Oui [ ] Non [ ] Je ne sais pas |
| VERS UN COMMERCE TRANSFRONTALIER SANS PAPIER |
| **25. Des lois et réglementations sur les transactions électroniques existantes(par exemple la loi sur le commerce électronique, la loi sur les transactions électroniques)** | **TMO****[ ]** | **PMO****[ ]** | **PP****[ ]** | **NMO****[ ]** | **NS****[ ]** |  |  |
| 25.1 Veuillez donner la liste des lois et réglementations relatives aux transactions électroniques (max.3)  [ ] Oui Si “oui”* Veuillez énumérer les lois et règlements \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

 [ ] Non25.2 Les lois et règlements nationaux contiennent des dispositions relatives à la reconnaissance juridique des données et des documents liés au commerce sous forme électronique provenant de l'étranger.[ ] Oui, si “oui”* Veuillez énumérer les lois et règlements \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_
* Veuillez indiquer si la reconnaissance juridique des données et des documents relatifs au commerce extérieur est réalisée sur la base d'accords bilatéraux ou d'une disposition générale applicable à toutes les données et documents liés au commerce en provenance de l'étranger.

[ ] Non |
| **26. Une autorité reconnue de certification délivrant des certificats numérisés aux commerçants pour la conduite de transactions électroniques** | **TMO****[ ]** | **PMO****[ ]** | **PP****[ ]** | **NMO****[ ]** | **NS****[ ]** |  |  |
| 26.1 Veuillez donner la liste des principales autorités de certification (max. 3)  |
|  | *Pour que le système de signature numérique fonctionne, il faut qu’une tierce partie fiable, l’autorité de certification, délivre les certificats numérisés vérifiant l’identité électronique des usagers et des organisations. Les autorités de contrôle de la Malaisie et de Singapour sont des exemples de ces autorités de certification* |
| **27. Votre pays échange-t’il des données commerciales électroniques avec d’autres pays ?** | **TMO****[ ]** | **PMO****[ ]** | **PP****[ ]** | **NMO****[ ]** | **NS****[ ]** |  |  |
| 27.1 Veuillez indiquer les principaux documents échangés par voie électronique indiquant avec quels pays (max. 6)27.2. Est-ce que le Guichet unique dans votre pays est connecté avec un ou plusieurs Guichet (s) unique (s) de pays partenaire (s) ?[ ] Oui, si oui * Veuillez indiquer le ou les pays partenaires avec lesquels votre guichet unique national est connecté \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_
* Veuillez énumérer les documents échangés électroniquement entre les guichets nationaux \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

[ ] Non |
| **28. Votre pays échange des certificats d’origine par voie électronique avec d’autres pays** | **TMO****[ ]** | **PMO****[ ]** | **PP****[ ]** | **NMO****[ ]** | **NS****[ ]** |  |  |
| 28.1 Veuillez donner la liste des principaux pays avec lesquels les certificats d’origine sont échangés par voie électronique (max. 6)  |
| **29. Votre pays échange les certificats sanitaires et phytosanitaires par voie électronique avec d’autres pays** | **TMO****[ ]** | **PMO****[ ]** | **PP****[ ]** | **NMO****[ ]** | **NS****[ ]** |  |  |
| 29.1 Veuillez donner la liste des principaux pays avec lesquels les certificats sanitaires et phytosanitaires sont échangés par voie électronique (max. 6)  |
| **30. Les banques et les assureurs de votre pays récupèrent les lettres de crédit par voie électronique sans demander de documents surpapier** | **TMO****[ ]** | **PMO****[ ]** | **PP****[ ]** | **NMO****[ ]** | **NS****[ ]** |  |  |
| 30.1 Veuillez donner la liste des banques et compagnies d’assurance de votre pays qui peuvent récupérer les lettres de crédit par voie électronique sans demander de documents sur papier. |
| COOPÉRATION ENTRE AGENCES AUX FRONTIÈRES |
| **31. Coopération entre organismes de terrain au niveau national** | **TMO****[ ]** | **PMO****[ ]** | **PP****[ ]** | **NMO****[ ]** | **NS****[ ]** |  |  |
| 31.1 Y a-t-il une législation ou une politique permettant ou imposant aux organismes nationaux aux frontières de coordonner, de coopérer et de s’entraider dans l’accomplissement des opérations de contrôle aux frontières ? [ ] Oui [ ] Non [ ] Je ne sais pas31.2 Y a-t-il un accord ou protocole entre les organismes qui définit les modes de coopération entre les autorités nationales aux frontières ? [ ] Oui [ ] Non [ ] Je ne sais pas31.3 Y a-t-il un groupe de travail ou autre organe inter-agences qui formule les stratégies et supervise la mise en œuvre de la coopération aux frontières?  [ ] Oui [ ] Non [ ] Je ne sais pas |
| **32. Délégation de contrôle des organismes gouvernementaux aux autorités douanières** | **TMO****[ ]** | **PMO****[ ]** | **PP****[ ]** | **NMO****[ ]** | **NS****[ ]** |  |  |
| 32.1 Y a-t-il un accord ou protocole définissant de quelle manière les organismes gouvernementaux délèguent les contrôles aux autorités douanières ? [ ] Oui [ ] Non [ ] Je ne sais pas |
| **33. Harmonisation des jours et heures ouvrables aux postes frontières avec les pays voisins** | **TMO****[ ]** | **PMO****[ ]** | **PP****[ ]** | **NMO****[ ]** | **NS****[ ]** |  |  |
| 33.1 Y a-t-il un accord entre les pays sur l’harmonisation des jours et heures ouvrables ? [ ] Oui [ ] Non [ ] Je ne sais pas33.2 Y a-t-il un accord entre les pays sur les contrôles conjoints ? [ ] Oui [ ] Non [ ] Je ne sais pas33.3 Y a-t-il des installations communes mises en place et partagées avec les pays voisins ? [ ] Oui [ ] Non [ ] Je ne sais pas |
| **34. Harmonisation des formalités et procédures aux postes frontières avec les pays voisins** | **TMO****[ ]** | **PMO****[ ]** | **PP****[ ]** | **NMO****[ ]** | **NS****[ ]** |  |  |
| 34.1 Y a-t-il un accord avec les pays voisins sur l’harmonisation des formalités et procédures ? [ ] Oui [ ] Non [ ] Je ne sais pas34.2 Harmonisation avec quels pays?[ ] avec tous les pays voisins[ ] avec quelques pays voisinsVeuillez préciser \_\_\_\_ [ ] avec aucun autre pays |
| FACILITATION DU TRANSIT |
| **35. Accord(s) de facilitation du transit avec un ou plusieurs pays voisin(s)** | **TMO****[ ]** | **PMO****[ ]** | **PP****[ ]** | **NMO****[ ]** | **NS****[ ]** |  |  |
| 35.1 Veuillez donner la liste des principaux accords de facilitation du transit avec un ou plusieurs pays |
| **36. Les autorités douanières limitent les inspections physiques des biens en transit en ayant recours à l’évaluation des risques** | **TMO****[ ]** | **PMO****[ ]** | **PP****[ ]** | **NMO****[ ]** | **NS****[ ]** |  |  |
| 36.1 Y a-t-il des règles ou réglementations exigeant des autorités douanières de limiter les inspections physiques des biens en transit en leur préférant l’évaluation des risques ? [ ] Oui [ ] Non [ ] Je ne sais pas |
| **37. Appui au traitement avant l’arrivée pour faciliter le transit** | **TMO****[ ]** | **PMO****[ ]** | **PP****[ ]** | **NMO****[ ]** | **NS****[ ]** |  |  |
| 37.1 Y a-t-il des règles ou réglementations exigeant des autorités douanières et autres organismes aux frontières de favoriser le traitement avant l’arrivée pour faciliter le transit ? [ ] Oui [ ] Non [ ] Je ne sais pas37.2 Votre pays a-t-il autorisé et organisé la soumission et le traitement des données et documentations sur les biens en transit avant leur arrivée ? [ ] Oui [ ] Non [ ] Je ne sais pas |
| **38. Coopération entre les agences des pays concernés par le transit** | **TMO****[ ]** | **PMO****[ ]** | **PP****[ ]** | **NMO****[ ]** | **NS****[ ]** |  |  |
| 38.1 Y a-t-il des règles ou réglementations exigeant des autorités douanières et autres agences aux frontières de coopérer pour faciliter le transit ? [ ] Oui [ ] Non [ ] Je ne sais pas |
| **39. Facilitation du commerce et du transport dans votre sous-région ou Communauté économique régionale (CER)** | **TMO****[ ]** | **PMO****[ ]** | **PP****[ ]** | **NMO****[ ]** | **NS****[ ]** |  |  |
| 39.1 Y a-t-il un régime harmonisé de garantie douanière dans votre sous région ou votre CER ? [ ] Oui [ ] Non [ ] Je ne sais pas |  | [ ] *Absolument pas efficaces*[ ] *Assez efficaces*[ ] *Neutre (Je ne sais pas)*[ ] *Efficaces*[ ] *Très efficaces* |
| 39.2 Y a-t-il des taxes de transit harmonisées dans votre CER ? [ ] Oui [ ] Non [ ] Je ne sais pas |  | [ ] *Absolument pas efficaces*[ ] *Assez efficaces*[ ] *Neutre (Je ne sais pas)*[ ] *Efficaces*[ ] *Très efficaces* |
| 39.3 Votre CER a-t-elle harmonisé les limites de charge à l’essieu pour ses États membres ? [ ] Oui [ ] Non [ ] Je ne sais pas |  | [ ] *Absolument pas efficaces*[ ] *Assez efficaces*[ ] *Neutre (Je ne sais pas)*[ ] *Efficaces*[ ] *Très efficaces* |
| 39.4 Y a-t-il un régime d’assurance responsabilité civile dans votre CER ? [ ] Oui [ ] Non [ ] Je ne sais pas |  | [ ] *Absolument pas efficaces*[ ] *Assez efficaces*[ ] *Neutre (Je ne sais pas)*[ ] *Efficaces*[ ] *Très efficaces* |
| 39.5 Y a-t-il une documentation douanière commune (harmonisée) dans votre CER ? [ ] Oui [ ] Non [ ] Je ne sais pas39.6. Votre pays a-t-il mis en place des postes frontières à guichet unique ?  [ ] Oui [ ] Non [ ] Je ne sais pas |  |  |
|  Pour les questions 39.1 à 39.4, veuillez indiquer dans la dernière colonne de droite (**Autres informations**) à quel point ces mesures ont été efficaces pour réduire le coût et la durée du commerce dans votre pays. Vous pouvez choisir une des catégories suivantes : *Absolument pas efficaces*, *Assez efficaces*, *Neutre (Je ne sais pas)*, *Efficaces* ou *Très efficaces.* |

|  |
| --- |
| **INTÉGRER LES MESURES DE FACILITATION COMMERCIALE DE L'OMC ET AUTRES MESURES DE FACILITATION DU COMMERCE DANS UN CADRE DE POLITIQUE DES PME** *C:\Program Files (x86)\Microsoft Office\MEDIA\CAGCAT10\j0293236.wmf* |
| **40. Le gouvernement a mis en place des mesures de facilitation du commerce qui garantissent aux PME un accès facile et abordable aux informations relatives au commerce** | **FI****[ ]** | **PI****[ ]** | **PS****[ ]** | **NI****[ ]** | **DK****[ ]** |  |  |
| **41. Le gouvernement a mis au point des mesures spécifiques qui permettent aux PME de bénéficier plus facilement du régime OEA** | **FI****[ ]** | **PI****[ ]** | **PS****[ ]** | **NI****[ ]** | **DK****[ ]** |  |  |
| **42. Le gouvernement a pris des mesures pour rendre les guichets uniques plus facilement accessibles aux PME (par exemple, en fournissant des services de consultation technique et de formation aux PME sur l'enregistrement et l'utilisation de l'installation).** | **FI****[ ]** | **PI****[ ]** | **PS****[ ]** | **NI****[ ]** | **DK****[ ]** |  |  |
| **43. Le gouvernement a pris des mesures pour faire en sorte que les PME soient bien représentées et soient devenues des membres clés des comités nationaux de facilitation du commerce (CFNT)** | **FI****[ ]** | **PI****[ ]** | **PS****[ ]** | **NI****[ ]** | **DK****[ ]** |  |  |
| *C:\Program Files (x86)\Microsoft Office\MEDIA\CAGCAT10\j0293236.wmf* Références: (i) UNESCAP-ITC, Mettre l'Accord de facilitation du commerce de l'OMC au service des PME, <http://www.unescap.org/sites/default/files/MakingWTOTFAWorkforSMEs.pdf>; and (ii) ITC, Les PME et l'Accord de l'OMC sur la facilitation du commerce, <http://www.intracen.org/publication/SMEs-and-the-WTO-Trade-Facilitation-Agreement-A-training-manual/> |
| **FACILITATION DU COMMERCE ET COMMERCE DE L'AGRICULTURE** |
| **44. Les installations d'essai et de laboratoire sont équipés pour le respect des normes sanitaires et phytosanitaires (SPS) dans votre pays** | **FI****[ ]** | **PI****[ ]** | **PS****[ ]** | **NI****[ ]** | **DK****[ ]** |  |  |
| **45. Des normes nationales et des organismes d'accréditation sont établis aux fins du respect des normes SPS dans votre pays** | **FI****[ ]** | **PI****[ ]** | **PS****[ ]** | **NI****[ ]** | **DK****[ ]** |  |  |
| **46. L'application, la vérification et la délivrance des certificats SPS sont automatisées** | **FI****[ ]** | **PI****[ ]** | **PS****[ ]** | **NI****[ ]** | **DK****[ ]** |  |  |
| **LES FEMMES DANS LA FACILITATION DE COMMERCE** |
| **47. La politique et la stratégie de facilitation du commerce existantes tiennent particulièrement compte des femmes** | **FI****[ ]** | **PI****[ ]** | **PS****[ ]** | **NI****[ ]** | **DK****[ ]** |  |  |
| **48. Le gouvernement a adopté des mesures de facilitation du commerce en faveur des femmes** | **FI****[ ]** | **PI****[ ]** | **PS****[ ]** | **NI****[ ]** | **DK****[ ]** |  |  |

**SECTION B – PRINCIPALES DIFFICULTÉS ET RECOMMANDATIONS POUR LA FACILITATION DU COMMERCE ET LE COMMERCE SANS PAPIER**

**1. En vous référant aux mesures figurant dans la Section B, veuillez donner la liste des mesures (max. 3) de facilitation du commerce pour lesquelles votre pays a fait le plus de progrès en terme de mise en œuvre au cours des 12 derniers mois.**

|  |
| --- |
|  |

**2. Veuillez décrire toute autre importante mesure/initiative de facilitation du commerce mise en œuvre dans votre pays au cours des 12 derniers mois :**

|  |
| --- |
|  |

**3. Quelles sont les difficultés les plus sérieuses dans votre pays auxquelles il doit faire face concernant la mise en œuvre des mesures de facilitation du commerce ?**

*(Merci de classer les trois principales difficultés de 1 à 3. « 1 »: le facteur suscitant le plus de difficultés; « 3 »: le facteur suscitant le moins de difficultés)*

|  |
| --- |
| [ ] Absence de coordination entre les organismes gouvernementaux [ ] Absence de volonté politique[ ] Organisme chef de file pas clairement désigné [ ] Difficultés financières[ ] Manque de capacité en ressources humaines [ ] Autre\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_Veuillez préciser :  |

**4. Quels sont les principaux avantages obtenus par votre pays dans la mise en œuvre de mesures de facilitation du commerce**

(Veuillez inclure des données quantitatives telles que les données relatives à l'augmentation des recettes, à la réduction du temps et des coûts d'exportation et d'importation, au nombre d'emplois créés, aux économies financières)

|  |
| --- |
|  |

**5. Quelles sont les Recommandations et normes du CEFACT-ONU (Centre des Nations Unies pour la facilitation du commerce et les affaires électroniques) que vous avez utilisées pour développer vos mesures de facilitation du commerce et de commerce électronique?**

(Par exemple les Recommandations n°33 à n°35 sur le guichet unique, UN/LOCODE, UN/EDIFACT.
De plus amples informations sur les Recommandations du CEFACT-ONU sont disponibles en https://www.unece.org/cefact/recommendations/rec\_index.html)

|  |
| --- |
|  |

 **\*\*\*\*\*\* Fin du questionnaire, merci beaucoup pour votre temps \*\*\*\*\*\***